

<https://divergences.be/spip.php?article3924>



# La résistance non violente et la rébellion armée peuvent-elles coexister ?

- Aujourd'hui - 2025 - janvier 2025 - Syrie, la question islamiste -

Date de mise en ligne : dimanche 29 décembre 2024

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

14 août 2012

[Origine Open democracy](#)

La première et la plus importante victime de la militarisation du soulèvement syrien est le mouvement non violent.

Les deux superpuissances ayant opposé un veto catégorique à trois résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU à trois occasions différentes, le monde ne pourrait être plus divisé au sujet de la crise syrienne. Les dirigeants mondiaux sont néanmoins unis dans leur rhétorique de soutien aux protestations pacifiques. La crise syrienne a toutefois révélé des contradictions troublantes dans la position adoptée par des pays clés.

Par exemple, l'Arabie saoudite s'est engagée à armer l'opposition syrienne alors que ses forces de sécurité tuent et emprisonnent des manifestants pacifiques à l'intérieur de ses propres frontières. La Turquie, elle aussi, apporte son soutien aux groupes armés syriens tout en poursuivant sa campagne impitoyable contre ce qu'elle appelle les "terroristes kurdes". L'administration américaine apporte un soutien "non légal" à l'opposition syrienne armée, qui comprend les mêmes groupes que ceux que les troupes américaines ont combattus en Irak. L'Iran, après avoir fait l'éloge du printemps arabe pour avoir fait tomber des autoritaires en place depuis longtemps, n'a pas dit à son ami syrien que 42 ans de règne d'Assad n'étaient pas acceptables. Ces contradictions suggèrent soit que la vertu de la rébellion armée est dans les yeux de celui qui la regarde, soit que la résistance non violente peut coexister avec la rébellion armée. Ces deux propositions sont problématiques.

Les groupes qui ont la gâchette facile ont toujours affirmé qu'ils pouvaient changer les régimes corrompus rapidement et efficacement. L'Afghanistan et la Somalie en sont la preuve. Des soulèvements non violents ont changé des régimes sans tirer une seule balle et sans détruire le tissu social. La Tunisie et l'Égypte en sont la preuve. La première et la plus importante victime de la militarisation du soulèvement syrien est le mouvement non violent. Un rapport publié par les Comités de coordination pour le changement démocratique en témoigne.

**On peut dire que la réussite la plus importante de la révolution tunisienne n'est pas d'avoir réussi à provoquer un changement de régime. Il s'agit plutôt d'avoir réussi à changer le régime sans recourir à la violence. Lors d'une visite en Tunisie, alors que l'on me montrait ce qui était autrefois le siège des comités de quartier, j'ai demandé s'il aurait été utile que les citoyens aient des armes. Mon interlocuteur, sans hésiter, m'a répondu : "des milliers de personnes seraient mortes si les gens avaient eu accès à des armes". C'était avant le début du soulèvement en Syrie. Aujourd'hui, nous pouvons évaluer la véracité de cette affirmation.**

Le 9 août 2012, la FSA a annoncé un nouveau "retrait tactique" du quartier de Salahuddin à Alep, laissant derrière elle des rues remplies de décombres et des bâtiments détruits. Cette dernière retraite n'est que la plus récente d'une longue série. L'ASF n'a pas réussi à libérer et à tenir des territoires pouvant être considérés comme des zones sûres, ce qui rend son principal argument caduc. Il ne fait aucun doute que l'ASF a militarisé le conflit, donnant au régime une raison de déchaîner sa puissance militaire inégalée.

L'ASF a affirmé que sa présence encouragerait les militaires et le personnel de sécurité à faire défection. Toutefois, selon certains dirigeants de l'ASF, si beaucoup ont fait défection, seul un petit pourcentage d'entre eux a pris les armes, les autres choisissant plutôt de rejoindre leur famille ou de s'isoler. En d'autres termes, la défection n'a fait qu'exacerber les divisions sectaires et ethniques. La majorité des transfuges étant de confession sunnite, les

alaouites et les chrétiens seront plus enclins à maintenir leur affiliation au régime pour protéger leurs communautés.

Le discours politique adopté par l'opposition ne donne pas non plus de garanties aux minorités. Les dirigeants politiques et militaires de l'opposition continuent d'insister sur le fait que la nouvelle Syrie sera démocratique et ouverte à tous. L'expérience des minorités au Liban, un pays dont la composition sectaire est similaire à celle de la Syrie, montre que l'accommodement politique - et non la démocratie populaire - peut leur assurer une protection. Les minorités syriennes craignent que les sunnites s'appuient sur leur majorité numérique pour créer des institutions gouvernementales qui les marginaliseront davantage.

Les divisions sectaires et ethniques menacent l'ensemble de la région, et pas seulement la Syrie. Le sectarisme s'empare des discours politiques et diplomatiques dans les pays voisins. Les dirigeants islamistes de Turquie se rangent du côté des Saoudiens et des Qataris pour défendre les sunnites tout en menant leur propre version de la guerre contre le terrorisme à l'encontre de leurs minorités kurdes. Le Bahreïn et l'Arabie saoudite maltraitent de plus en plus les communautés chiites à l'intérieur de leurs frontières. En Irak, la réconciliation sectaire et ethnique est en péril. La stabilité du Liban est précaire malgré la neutralité du gouvernement face à la crise syrienne.

En fin de compte, comme l'a conclu Kofi Annan, le problème syrien ne peut être résolu si les acteurs régionaux et mondiaux restent sur leurs positions actuelles. Les dirigeants mondiaux, en particulier ceux qui sont directement impliqués dans l'armement de l'opposition et du régime, doivent être prêts à faire des compromis s'ils veulent que les ennemis syriens coexistent. Les groupes sectaires et ethniques en Syrie, y compris les Alaouites, n'aiment pas qu'on leur dise qui doivent être leurs dirigeants. Par conséquent, une solution fondée sur l'exclusion ne fera pas avancer la cause de la paix et de la stabilité dans une région fragile, pas plus que la militarisation du conflit. La rébellion armée a mis fin à tout espoir de soulèvement pacifique en Syrie. Ceux qui appellent à armer l'opposition légitiment la violence et détruisent le mouvement non violent.